ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 22 août 1974, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 3 juin 1964 portant statut des objecteurs de conscience", a donné le 5 septembre 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 22e augustus 1974 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden", heeft de 5e september 1974 het volgend advies gegeven :

Le projet doit être précédé d'un arrêté de présentation aux chambres législatives.

*

Article 1er.

L'alinéa 1er de l'article 1er de la loi du 3 juin 1964 n'ayant pas été modifié par la loi du 22 janvier 1969, le liminaire doit être rédigé comme suit :

"L'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience est remplacé par la disposition suivante : "Le milicien ...".

Dans le texte proposé, les mots "motifs impérieux lui dictés" pourraient être remplacés par "motifs impérieux qui lui sont dictés".

Dans le même texte, pour souligner l'intention du Gouvernement d'ouvrir une triple option aux intéressés, il est proposé d'insérer les mots "en ce dernier cas" entre les mots "ou de tout service militaire et" et les mots "d'être affecté soit ...".

Article 2.

Le liminaire suivant est proposé : "L'article 2, alinéa 1er, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante : "La demande ...".

.../...

Le texte reflèterait davantage la volonté du Gouvernement, telle qu'elle est indiquée dans l'exposé des motifs, si les mots "avec précision" étaient insérés entre le mot "exposer" et les mots "les motifs sur lesquels ...".

Article 3.

Le liminaire suivant est proposé :
"L'article 3, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 22 janvier 1969, est remplacé par la disposition suivante : "L'inscription est notifiée...".

Article 4.

Le texte suivant est proposé :

"Article 4.-

A L'article 4, alinéa 1er de la même loi, les mots "fait recueillir" sont remplacés par les mots "peut faire recueillir".

Article 5.

Etant donné la création des juridictions du travail par la loi du 10 octobre 1967, il existe une discordance entre les articles 5, alinéa 2, et 9, alinéa 2, de la loi du 3 juin 1964 en ce sens que les juges des tribunaux du travail sont des magistrats au sens de la première de ces dispositions tandis que l'article 9, alinéa 2, en visant "un magistrat effectif ou honoraire d'une cour d'appel" exclut les membres des cours du travail. Il y aurait dès lors lieu de mettre ces dispositions en concordance.

.../...

Article 6.

Le texte suivant est proposé : "A l'article 6, l'alinéa 2, inséré par la loi du 22 janvier 1969, est abrogé".

Article 8.

Etant donné que l'article 6 du projet tend à l'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 6 de la loi du 3 juin 1964, la disposition en projet devient sans objet.

Article 9.

Le liminaire suivant est proposé :

"Un article 17bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 17bis . Si l'inscription ...".

A l'alinéa 3 de l'article 17bis, il est proposé d'écrire :

"Le Roi règle notamment l'affectation et le service et arrête le régime disciplinaire".

La même remarque vaut pour l'article 18 nouveau, alinéa 2.

.../...

A l'alinéa 4, les mots "en pareils cas" sont superflus et doivent être omis. La même remarque vaut pour l'article 10 du projet (article 18, alinéa 4, de la loi).

Il convient également d'écrire à l'alinéa 7 : "... celles qui sont prévues pour les miliciens ...".

Article 10.

Le liminaire suivant est proposé :

"L'article 18 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 18. Si l'inscription ...".

A l'alinéa 1er de l'article 18 nouveau, les mots : "à l'un des organismes répondant aux conditions prévues à l'article 19" pourraient être remplacés par les mots "à l'un des organismes visés à l'article 19".

A l'alinéa 6 du même article, il convient d'écrire : "... mêmes prestations que celles qui sont prévues pour les objecteurs de conscience ...".

Article 11.

Le texte suivant est proposé :

"A l'article 18bis de la même loi, inséré par la loi du 22 janvier 1969, les mots "sur base de l'article 18" sont remplacés par les mots "sur base des articles 17bis et 18".

.../...

Article 12.

La troisième option qu'ouvre le projet (article 1er) à l'objecteur de conscience est celle d'une exemption de tout service militaire suivie d'une affectation à des tâches d'utilité publique "au sein d'organismes de droit public ou privé ... répondant aux conditions prévues à l'article 19".

La règle de l'agréation et les conditions qui l'entourent se conçoivent fort bien pour les organismes de droit privé, mais non pour les organismes de droit public. Tel que l'article 19, § 1er, en projet est rédigé, il crée un doute quant à la possibilité d'une affectation des intéressés, par exemple, dans un département ministériel ou dans un service d'un pouvoir subordonné. Il est évident que l'Etat est doté de la personnalité civile et qu'il ne reçoit pas "des subsides directs ou indirects de l'autorité publique".

Par ailleurs, suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, le Gouvernement n'entend pas ériger en condition de la désignation ou de l'agrément des organismes ou services, les possibilités d'hébergement.

Celles-ci pourront être énoncées parmi les conditions que le Roi sera habilité, aux termes du projet, à ajouter à celles qui sont énumérées par la loi.

L'exposé des motifs de la loi en projet pourrait utilement souligner que le respect des conditions générales laisse un pouvoir d'appréciation au Roi, et qu'un refus de désignation ou d'agréation pourrait notamment être motivé par l'impossibilité de loger des objecteurs.

.../...

Pour autant qu'il reflète exactement les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose le texte suivant où il est tenu compte aussi de quelques remarques de forme :

"Article 12.-

L'article 19 de la même loi, modifié par la loi du 22 janvier 1969, est remplacé par la disposition suivante :

§ 1er.- Les objecteurs de conscience peuvent être affectés à des services de l'Etat ou d'autres personnes de droit public désignés par arrêté royal délibéré en conseil des ministres, ou à des services de ces organismes.

Pour être désigné, l'organisme ou le service doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° assumer des tâches humanitaires au bénéfice de la collectivité; ces tâches sont de santé publique, de caractère social ou de caractère culturel;

2° fonctionner toute l'année ... (la suite comme au projet, § 1er, alinéa 2, 3°).

Le Roi peut fixer d'autres conditions.

§ 2.- Les objecteurs de conscience peuvent être également affectés à des organismes de droit privé agréés par arrêté royal délibéré en conseil des

.../...

ministres ou à des services de ces organismes. Pour être agréé, l'organisme doit satisfaire aux conditions énumérées ou prévues au paragraphe premier, ainsi qu'aux conditions suivantes :

1° être doté de la personnalité civile;

2° être subsidié directement ou indirectement par les pouvoirs publics.

§ 3.- Les objecteurs de conscience visés à l'article 10 sont affectés par priorité aux organismes ou services publics.

§ 4.- Un objecteur de conscience ne peut être affecté à un organisme qui l'a employé avant son entrée en service.

§ 5.- L'article 1384, alinéa 3, du Code civil est applicable aux organismes auxquels l'objecteur de conscience est affecté".

Article 13.

La disposition projetée sous le b) de cet article aura pour effet de donner à un établissement hospitalier privé le pouvoir de dispenser les objecteurs de conscience de prestations d'intérêt public, qui constituent pour les citoyens une charge importante.

*

La présentation suivante est proposée :

"Article 13.-

A l'article 20 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 2, l'alinéa 1er, modifié par la loi du 22 janvier 1969 et l'alinéa 2 sont remplacés par les dispositions suivantes : "Les dispositions ... .

Ces objecteurs de conscience ...".

2° Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Les juridictions de milice concernant des demandes introduites en vertu des §§ 1er et 2, à l'exception ...".

3° Le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

§ 4. Pour ...".

Article 14.

Le liminaire suivant est proposé :

Un article 20bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 20bis.

§ 1er ...".

.../...

Au § 3, le terme "réquisitoire" est impropre et devrait être omis. On lira dès lors : "... saisi par le Ministère public ...".

Article 15.

Le liminaire suivant est proposé :

"Un article 20ter, rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

Article 20ter.-

...".

Suivant les renseignements donnés au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est de faire bénéficier les objecteurs de conscience des dispositions relatives à la libération telles qu'elles sont prévues pour les miliciens de la même classe par les lois sur la milice. Dès lors, au § 1er, il y a lieu de lire : ... le Ministre de l'Intérieur accorde dans le même ordre de priorité et pour les mêmes catégories, la libération ...".

A propos du § 2, le projet de loi modifiant les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, dans le texte adopté par les Commissions du Sénat (doc. parl., Sénat., sess., extr. 1974, n° 227-2), contient la disposition suivante : "Lorsque deux frères font partie de la même levée et que chacun d'eux demande à bénéficier de la dispense sur base du service de l'autre, le droit du plus jeune l'emporte".

.../...

Par souci de concordance et avec l'accord du délégué du Gouvernement, il convient de remplacer les mots "à l'ainé" par les mots "au plus jeune".

Article 16.

La présentation suivante est proposée :

"Article 16.-

Dans l'article 22 de la même loi, les alinéa's 6 à 8 sont remplacés par les dispositions suivantes :

En cas de renonciation ...

Si la renonciation ...

Si la renonciation ... aux articles 17bis et 18 ...".

Article 18.

Le texte suivant est proposé :

"Article 18.-

A l'article 25, alinéa 1er, de la même loi, les mots "affecté à la protection civile" sont remplacés par les mots "affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique définies à l'article 19, § 2".

.../...

Article 19.

Le texte suivant est proposé :

"Article 19.-

A l'article 26, alinéas 1er et 2, de la même loi, les mots "affecté à la protection civile" sont remplacés par les mots "affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique définies à l'article 19, § 2".

Article 20.

La rédaction suivante est proposée pour la finale du littera a) : "... ou à un organisme de droit public ou privé au plus tard avant la clôture de l'instruction".

Les miliciens visés au littera d), incorporés, relèvent du Ministre de la Défense nationale : celui-ci devrait marquer son accord en proposant et en contresignant l'arrêté royal de présentation du projet de loi, conjointement avec son collègue de l'Intérieur.

Article 21.

Le service de santé administratif a été remplacé par l'Office médico-social de l'Etat en vertu de l'arrêté royal du 25 juillet 1969, mais ce remplacement est demeuré théorique en vertu de l'article 13 ,

.../...

alinéa 1er, du même arrêté, qui dispose : "En attendant que ces règlements aient été arrêtés, le Service de santé administratif du Ministère de la Santé publique et de la Famille, continue à exercer les missions qui lui sont confiées, jusqu'à une date à fixer par Nous".

Dans le texte néerlandais de cet article, les mots "om kennis te nemen van" devraient être remplacés par les mots "om te beslissen over".

Aan het ontwerp moet een besluit tot indiening bij de wetgevende kamers voorafgaan.

*

Artikel 1.

Het eerste lid van artikel 1 van de wet van 3 juni 1964 is niet gewijzigd door de wet van 22 januari 1969; de inleidende volzin moet dan ook als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1, eerste lid, van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden wordt door de volgende bepaling vervangen : "De dienstplichtige ...".

In de Franse versie van het voorgestelde artikel kunnen de woorden "motifs impérieux lui dictés" worden vervangen door "motifs impérieux qui lui sont dictés".

Het zou duidelijker naar voren komen dat het de bedoeling van de Regering is aan de betrokkenen een drievoudige keuze te laten, indien, in de tekst van artikel 1, de woorden "in dit laatste geval" werden ingevoegd tussen de woorden "of van elke militaire dienst en" en de woorden "hetzij ingedeeld te worden bij ...".

Artikel 2.

De inleidende volzin redigere men als volgt :

"Artikel 2, eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen : "De aanvraag ...".

.../...

De bedoeling van de Regering, zoals die in de memorie van toelichting te kennen is gegeven, zou beter worden weergegeven indien het woord "nauwkeurig" werd ingevoegd tussen de woorden "ondertekend zijn" en de woorden "de gronden uiteenzetten".

Artikel 3.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel 3.-

Artikel 3, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 januari 1969, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Van de inschrijving wordt aan de aanvrager kennis gegeven binnen een maand na ontvangst van de aanvraag door de Minister van Binnenlandse Zaken".

Artikel 4.

Men redigere de tekst als volgt : "In artikel 4, eerste lid, van dezelfde wet worden ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 5.

Nu de wet van 10 oktober 1967 arbeidsgerechten heeft ingesteld, is er gemis van overeenstemming tussen artikel 5, tweede lid, en artikel 9, tweede lid, van de wet van 3 juni 1964 : de rechters van de arbeidsrechtbanken zijn magistraten in de zin van de eerste van de bepalingen, terwijl

.../...

artikel 9, tweede lid, waar het spreekt van "een werkelijke of eremagistraat van een hof van beroep" de leden van de arbeidshoven uitsluit. Die bepalingen zouden derhalve in overeenstemming moeten worden gebracht.

Artikel 6.

Voorgesteld wordt : "In artikel 6 wordt het tweede lid, ingevoegd door de wet van 22 januari 1969, opgeheven".

Artikel 8.

Aangezien artikel 6 van het ontwerp het tweede lid van artikel 6 van de wet van 3 juni 1964 opheft, is deze ontwerp-bepaling overbodig.

Artikel 9.

De inleidende volzin redigere men als volgt :

"In dezelfde wet wordt een artikel 17bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 17bis. Wordt de inschrijving ...;".

In het derde lid van artikel 17bis leze men :

"De Koning regelt inzonderheid de dienstaanwijzing en de dienst en stelt de tuchtregeling vast".

Deze opmerking geldt ook voor het nieuwe artikel 18, tweede lid.

.../...

In het vierde lid moeten de woorden "in dezelfde omstandigheden" als overbodig vervallen. Deze opmerking geldt ook voor artikel 10 van het ontwerp (artikel 18, vierde lid van de wet).

In het zevende lid leze men : "... als bepaald zijn voor de dienstplichtigen ...".

Artikel 10.

Voorgesteld wordt de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Artikel 18 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 18. Wordt de inschrijving ...".

In het eerste lid van het nieuwe artikel 18 kunnen de woorden "voor een van de organen die voldoen aan de voorwaarden gesteld bij artikel 19" worden vervangen door de woorden "voor een van de instellingen bedoeld in artikel 19".

In het zesde lid van hetzelfde artikel moet worden gelezen : "... dezelfde dienstverstrekkingen als bepaald zijn voor de gewetensbezwaarden die voor de civiele bescherming zijn aangewezen".

Artikel 11.

Voorgesteld wordt :

.../...

"In artikel 18bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 22 januari 1969, worden de woorden "op grond van artikel 18" vervangen door de woorden "op grond van de artikelen 17bis en 18".

Artikel 12.

De derde keuzemogelijkheid welke het ontwerp aan de gewetensbezwaarde biedt, is vrijstelling van enige militaire dienst, gevolgd door aanwijzing voor taken van openbaar nut "bij publiekrechtelijke of privaatrechtelijke organen ... die voldoen aan de voorwaarden gesteld bij artikel 19".

De regel van de erkenning en de daarmee gepaard gaande voorwaarden zijn volkomen begrijpelijk voor privaatrechtelijke maar minder voor publiekrechtelijke instellingen. Zoals artikel 19, § 1, in het ontwerp is geredigeerd, doet het twijfel ontstaan over de vraag of de betrokkenen kunnen worden aangewezen bijvoorbeeld voor een ministerieel departement of voor een dienst van een ondergeschikt bestuur. Het spreekt vanzelf dat de Staat rechtspersoonlijkheid heeft en dat hij "van de openbare overheid" geen "directe of indirecte toelagen geniet".

Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelt de Regering overigens niet dat de mogelijkheid om logies te verschaffen een voorwaarde wordt voor de aanwijzing of de erkenning van de instellingen of diensten.

.../...

Het verschaffen van logies kan worden vermeld onder de voorwaarden welke de Koning luidens het ontwerp aan de in de wet genoemde voorwaarden zal kunnen toevoegen.

De memorie van toelichting van de ontwerp-wet zou er nuttig op kunnen wijzen dat de Koning, ook al zijn de algemene voorwaarden vervuld, nog beoordelingsbevoegdheid heeft, en dat een weigering tot aanwijzing of erkenning onder meer zou kunnen worden gemotiveerd door de onmogelijkheid aan gewetensbezwaarden logies te verschaffen.

Voor zover de bedoeling van de Regering er nauwkeurig in weergegeven wordt, stelt de Raad van State de hiernavolgende tekst voor, waarin ook enige opmerkingen over de vorm zijn verwerkt :

"Artikel 12.-

Artikel 19 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 januari 1969, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 19. § 1. De gewetensbezwaarden kunnen worden aangewezen voor diensten van de Staat of van andere bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit aangewezen publiekrechtelijke personen, of voor diensten van die instellingen.

Om te kunnen worden aangewezen moet de instelling of de dienst aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° humanitaire taken in dienst van de gemeenschap verrichten; die taken betreffen de volksgezondheid, sociaal werk of cultureel werk;

2° het hele jaar door ... (voorts zoals in het ontwerp, § 1, tweede lid, 3°).

.../...

De Koning kan andere voorwaarden bepalen.

§ 2. De gewetensbezwaarden kunnen ook worden aangewezen voor privaatrechtelijke instellingen die bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit erkend zijn, of voor diensten van die instellingen. Een instelling die erkend wil worden moet voldoen aan de voorwaarden genoemd of bedoeld in § 1, alsook aan de volgende voorwaarden :

1° rechtspersoonlijkheid bezitten;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks door de overheid gesubsidieerd worden.

§ 3. De in artikel 10 bedoelde gewetensbezwaarden worden bij voorrang aangewezen voor openbare instellingen of diensten.

§ 4. Een gewetensbezwaarde mag niet worden aangewezen voor een instelling waarbij hij vóór zijn indiensttreding tewerkgesteld was.

§ 5. Artikel 1384, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek is van toepassing op de instellingen waarvoor de gewetensbezwaarde wordt aangewezen".

Artikel 13.

De ontwerp-bepaling onder b) van dit artikel zal tot gevolg hebben dat een particuliere verplegingsinrichting bevoegd wordt om gewetensbezwaarden te ontslaan van prestaties van openbaar nut, die van de burgers een belangrijke inspanning vergen.

.../...

Het volgende schema wordt voorgesteld :

"Artikel 13.-

In artikel 20 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 22 januari 1969, en het tweede lid door de volgende bepalingen vervangen :

"De bepalingen ...

Deze gewetensbezwaarden ...".

2° § 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 3. De militiegerechten nemen kennis van de aanvragen ingediend op grond van de §§ 1 en 2, met uitzondering van ...".

3° § 4 wordt door de volgende bepaling vervangen :

" § 4. Voor ...".

Artikel 14.

De inleidende volzin leze men als volgt :

In dezelfde wet wordt een artikel 20bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 20bis. § 1 van de dienst bedoeld in ...".

In § 3 leze men : "... de rechtbank van eerste aanleg van zijn militiewoonplaats, waarbij het openbaar ministerie de zaak aanhangig heeft gemaakt, in tegenwoordigheid of ...".

.../...

Artikel 15.

De inleidende volzin redigere men als volgt :

"In dezelfde wet wordt een artikel 20ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 20ter. ...".

Naar aan de Raad van State is verklaard, wil de Regering de gewetensbezwaarden in aanmerking doen komen voor de bepalingen inzake ontheffing zoals die voor de dienstplichtigen van dezelfde klasse zijn vastgesteld in de dienstplichtwetten. In § 1 zou derhalve moeten worden gelezen : "... verleent de Minister van Binnenlandse Zaken volgens dezelfde voorrang en voor dezelfde categorieën ontheffing van dienst aan ...".

In verband met § 2 moge erop gewezen worden, dat het ontwerp van wet tot wijziging van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten in de door de commissies van de Senaat aangenomen tekst (Gedr. St., Senaat, B.Z. 1974, nr. 227-2) bepaalt : "Wanneer twee broeders tot dezelfde lichting behoren en elk van hen vraagt om de vrijlating te bekomen op grond van de dienst van de andere, heeft de jongste de voorrang".

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld de woorden "aan de oudste" ter wille van de overeenstemming te vervangen door de woorden "aan de jongste".

.../...

Artikel 16.

Het volgende schema wordt voorgesteld :

"Artikel 16.-

In artikel 22 van dezelfde wet worden het zesde, zevende en achtste lid door de volgende bepalingen vervangen :

"Indien de gewetensbezwaarde ...

Wordt de afstand gedaan ...

Wordt de afstand gedaan ...".

Artikel 18.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 18.-

In artikel 25, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "de voor de civiele bescherming aangewezen gewetensbezwaarde" vervangen door de woorden "de voor de civiele bescherming of voor taken van openbaar nut bepaald in artikel 19, § 2, aangewezen gewetensbezwaarde".

Artikel 19.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 19.-

In artikel 26, eerste en tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "de voor de civiele bescherming aangewezen

.../...

gewetensbezwaarde" vervangen door de woorden "de voor de civiele bescherming of voor taken van openbaar nut bepaald in artikel 19, § 2, aangewezen gewetensbezwaarde".

Artikel 20.

Het slot van de tekst onder a) redigere men als volgt : ..."dienen hun aanwijzing voor de civiele bescherming of voor een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke instelling uiterlijk vóór het sluiten van het onderzoek aan te vragen".

De onder d) bedoelde dienstplichtigen die ingelijfd zijn, ressorteren onder de Minister van Landsverdediging. Deze zou zijn instemming moeten betuigen door het indieningsbesluit van het wetsontwerp samen met zijn collega van Binnenlandse Zaken voor te dragen en mede de ondertekenen.

Artikel 21.

De Administratieve Gezondheidsdienst is krachtens het koninklijk besluit van 25 juli 1969 vervangen door de sociaal-medische Rijksdienst, maar die vervanging is vooralsnog zonder uitwerking daar artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit, bepaalt : "In afwachting dat die regelingen worden getroffen, vervult de Administratieve Gezondheidsdienst van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin verder de hem toevertrouwde taken, tot de datum die door Ons zal worden bepaald".

.../...

In dit artikel vervange men de woorden "om kennis te nemen van" door de woorden "om te beslissen over".

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, conseiller d'Etat, président,

H. COREMANS, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. H. COREMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. H. ROUSSEAU.

De kamer was samengesteld uit

staatsraad, voorzitter,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. H. COREMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.